Le Ministère d’Education et de la Recherche
L’Université „Valahia“ Târgoviște
Faculté de Sciences Humaines

ANNALES
D’UNIVERSITÉ „VALAHIA“
TARGOVISTE

SECTION
d’Archéologie et d’Histoire

Tome VI-VII

Târgoviște
2004/2005
Collège de Rédaction

Rédacteur en chef:
Prof. univ. dr. Marin Cârciumaru

Rédacteurs responsables:
Prof. univ. dr. Mircea D. Matei
Prof. univ. dr. Ion Stanciu
Prof. univ. dr. Ion Calafeteanu
Prof. univ. dr. Constantin Preda
Lect. univ. dr. Dragomir Popovici

Secretaires de rédaction:
Lect. dr. Mircea Anghelinu
Lect. drd. Denis Cărprăroiu
Lect. drd. Monica Mărgărit
Lect. drd. Iulian Oncescu
Lect. drd. Marian Cosac

Conseil de rédaction:
- Prof. Marcel Otte - Université de Liège
- Dr. Vasile Chirica - Institutul de Arheologie Iasi
- Prof. dr. Ilie Borziac - Institute of Archaeology of the Academy of Sciences Republica Moldova
- Prof. Jean-Philippe Rigaud - Université de Bordeaux I
- Prof. Arpad Ringer - University of Miskolc
- Dr. Alexandru Suceveanu - Institutul de Arheologie "Vasile Pârvan" Bucuresti
- Dr. Marie-Hélène Moncel - L'Institut de Paléontologie Humaine Paris
- Conf. dr. Alexandru Florin Platon - Universitatea "Al.I. Cuza" Iasi
- Conf. dr. Sabin Adrian Luca - Universitatea "Lucian Blaga" Sibiu
- Conf. dr. Karl Zeno Pinter - Universitatea "Lucian Blaga" Sibiu

Technoréacteur:
Florin Nătulescu
CUPRINS

Marin Cărciumaru, Marian Cosac, Elena Cristina Nitu - LES DATATIONS C-14 ET LA SUCCESSION CULTURELLE DU PALÉOLITHIQUE, ÉPIPALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE DE LA ROUMANIE / 7

Marian Cosac - L’APPARITION DU PALÉOLITHIQUE SUPÉRIEUR AU CENTRE ET À L’EST DE L’EUROPE - LES HYPOTHÈSES ACTUELLES / 45

Loredana Nitu - TECHNOLOGICAL AND FUNCTIONAL OBSERVATIONS REGARDING BACKED IMPLEMENTS FROM POIANA CIREȘULUI, PIATRA-NEAMȚ / 53

Monica Mărgărit - THE ORIGIN AND SIGNIFICANCE OF PALEOLITHIC ART CONTROVERSIES AROUND SEVERAL HYPOTHESES / 61

Daniela Iamandi - SOME OBSERVATIONS CONCERNING THE RESTORING OF A LARGE HERBIVORE SCAPULA (BOS/BISON?) DISCOVERED IN THE EPIGRAVETTIAN II LAYER FROM POIANA CIREȘULUI, PIATRA NEAMȚ / 67

Denis Căprăoiu - ASPECTS CONCERNING THE ADOPTION INSTITUTION, FROM THE PRIMITIVE SOCIETIES TO THE MIDDLE AGES / 71

Ștefan Schiopu - THE PROBLEM OF THE ROMANIAN MEDIEVAL TOWN’S GENESIS IN HISTORIAN P. P. PANAITESCU’S CONCEPTIONS / 77

Mirea D. Matei, Denis Căprăoiu - QUELQUES ASPECTS CONCERNANT LA CULTURE MATERIELLE ET SPIRITUELLE DE LA VALACHIE ET DE LA MOLDAVIE, DANS LA SECONDE MOITIE DU XIV-e SIECLE / 81

Maria Georgescu - LA PERSONNALITE DE MICHEL LE BRAVE ILLUSTREE DANS LA PEINTURE MURALE / 87


Iulian Petrescu - LES RELATIONS DU MÉTROPOLIET VENIAMIN COSTACHI AVEC LE PRINCE RÉGNIANT DE LA MOLDAVIE, MIHAIL STURDZA / 107

Vasile Adrian Costin - THE ORTHODOX CHURCH AND THE YIELDING OF BASARABIA AND BUCOVINA / 111

Costin Nicolae - L’ÉGLISE ORTHODOXE DE MARAMUREȘ / 119

Ciprian Șarpe - INTERNAL AND INTERNATIONAL CONDITIONS FOR THE ESTABLISHING OF THE ROMANIAN PATRIARCHATE / 125

Iulian Oancea - LA FRANCE ET LA QUESTION DU “PRINCE ETRANGER” AU TRONE DE LA ROUMANIE (1866) / 131

Ovidiu Băcescu - L’INDUSTRIE ROUMAINE ENTRE LA CREATION DE L’ETAT NATIONAL ET LA GUERRE D’INDEPENDANCE (1860-1878) – ORIENTATIONS ET CONCEPTIONS / 149

Iulian OANCEA - LA REOUVERTURE DE LA CRISE ORIENTALE. LA POSITION DE LA PRÉPARATION DIPLOMATIQUE DE LA ROUMANIE POUR LA PROCLAMATION DE L’INDEPENDANCE (1875-1877) / 153
Laura Oncescu - INTERFERENCES CULTURELLES ROUMANO-ITALIENNES AU XIXÈME SIÈCLE / 159

Oana Gabriela Laculiceanu - MIHAIEL STURDZA - ROMANIAN DIPLOMAT IN COPENHAGEN / 169

Radu Bogdan - UN COURT HISTORIQUE DES SERVICES D'EMERGENCE ET LES PRINCIPAUX CAS DE PROTECTION CIVILE AUXQUELS S'EST CONFRONTE LE DEPARTEMENT DE DAMBOVITA. DANS LA PERIODE 1830 - 1916 / 173

Alexandrina Andronescu - LA VIE SOCIALE DES FRANÇAIS AU XXÈME SIÈCLE - LA DÉLIQUANCE JUVÉNILE / 181

Alexandrina Andronescu, Felicia Mihaela Iacob - UNE INSTITUTION CULTURELLE, LA MAISON DE CULTURE / 187

Radu Bogdan - L'INSTITUTION DES SERVICES DE PROTECTION DE LA POPULATION CIVILE DANS LE DEPARTEMENT DE DAMBOVITA, DANS LA PERIODE D'ENTRE LES DEUX GUERRES / 191

Daniel Hrenciuc - AN EPISODE FROM THE ROMANIAN-POLISH RELATIONSHIPS BETWEEN THE TWO WORLD WARS: THE ROMANIAN ARMY CONTRIBUTION TO SETTING POCUTIA FREE / 203

Liviu Al. Stan - THE CONSTITUTION OF 1923 AND THE RÉGIME OF RELIGIOUS DENOMINATIONS A NEW HISTORICAL ASSESSMENT / 207

Silviu Miloiu - COMMUNIZATION AND FINLANDIZATION: THE STATUS OF ROMANIA AND FINLAND IN THE AFTERMATH OF WORLD WAR II. A COMPARATIVE STUDY / 215

Emanuel Plopeanu - TOWARD THE FUTURE: UNITED STATES AND SOVIET UNION GEOPOLITICAL CONSIDERATIONS AT THE END OF WORLD WAR TWO (1944-1945) / 229

COMPTE-RENDUS


Iulian Oncescu - SILVIU MILOIU. ROMÂNIA ȘI ȚĂRILE BALTICE ÎN PERIOADA INTERBELICĂ (EDITURA CETATEA DE SCAUN, TÂRGOVIȘTE, 2003) / 237

Ana Dobjanschi - LE MUSÉE LAPIDAIRE DE TIRGOVISTE - SCULPTURES DES XVÈ-XIXÈ SIÈCLES / 238
LA FRANCE ET LA QUESTION DU “PRINCE ÉTRANGER”  
AU TRÔNE DE LA ROUMANIE (1866) 

Iulian Oncescu* 

1. Bref historique des essais d’apporter au trône un prince étranger d’une dynastie régnante Européenne  
(De l’idée aux faits) 

Les préoccupations liées à la nomination d’un prince étranger au trône des Principautés Roumaines  

Dès 1802 les programmes politiques de Partida Nationala (Le Parti National) avaient demandé le choix  
d’un seigneur étranger (Georgescu 1995: 198; Boiciu 1975: 70). Certaines préoccupations concernant le prince  
étranger seront renouvelées après le ré-établissement des régnes locaux en 1822, ces préoccupations étant  
couches avant tout comme options théoriques dans la perspective de l’indépendance et de l’unité de l’État  
roumain. En 1824, un groupe de boyards de Moldavie demande, dans une requête adressée à la Porte, le prince  
étranger, sous la forme d’un règne héréditaire (Scurtu 2001: 15). 

De 1829 date une pétition de la Muntenie concernant les demandes faites lors d’un “congrès des  
princes”, parmi lesquelles figuraient l’union et l’indépendance des Principautés; il y était ajouté que le  
gouvernement de cette Principauté Uni serait confié à une famille régnante de la Haute Allemagne et ce prince  
gouvernera selon une constitution (Scurtu 2001: 15-16; Boiciu 1975: 77-78). 

En 1834, le diplomate français Bois le Comte considérait que l’union des deux Principautés était  
l’expression de l’aspiration la plus générale. A celle-ci l’on ajoutait le desideratum du prince étranger (Platon  
2000: 116-117). En 1838 par l’organisation de la société secrète conduite par Ion Câmpineanu et par ses  
documents programmatiques - “l’acte d’union et indépendance” et “L’acte spécial de nomination du  
souverain des Roumains” - on visait ainsi la mise en place d’un régime monarchique constitutionnel (Isar 2001:  
117-118). 

En 1839, un autre diplomate français, Hubert, affirmait que l’idée “de l’union des deux Principautés et la  
constitution d’un État indépendant sous le gouvernement d’un prince étranger est le thème général des  
commentaires politiques” (Platon 2000: 117; Stan A. 1999: 144-174). L’idée d’unité et d’indépendance était  
associée de plus en plus souvent à celle du prince étranger (Stan A. 1999: 148). 

L’expérience des révolutions de 1848 dans les Principautés et l’évolution ultérieure du rapport de forces  
dans le cadre des relations internationales a convaincu les hommes politiques roumains à adopter une solution  
de nature tactique, qui leur permette la réalisation de ces desiderata qui se heurtaient à l’opposition claire de la  
majorité des pouvoirs européens. Cette solution semblait être le prince étranger apporté d’une famille régnante  
européenne. Le modèle avait été adopté dès 1830 en Grèce. Le prince étranger allait accroître le prestige du  
pays à l’étranger et assurer la stabilité nécessaire à l’intérieur. Le plus clairement quant à cet aspect  
commencent à penser les Roumains qui étaient en exil et en général la nouvelle génération d’hommes  

Pendant la guerre de Crimée (1853-1856) et pendant la période du Congrès de paix de Paris (1856),  
quand le problème roumain devient européen, une série d’exils abordent dans leurs mémoires le problème de  
l’union, étroitement lié à celui du prince étranger (Stan V. 1994: 386-406). Dans ce contexte, il est intéressant  
de remarquer le mémoire de 1855 de Nicolae Golescu, adressé au roï Napoléon III, dans lequel, hormis l’union  
des Principautés, on demandait la nomination au gouvernement du nouvel État d’un prince étranger, de  
préférence appartenant à la dynastie française (Stan V. 1994: 391-392). Par une autre pétition, envoyée toujours  
par Nicolae Golescu, au nom des Roumains de Paris, le 3 mars 1856, on demandait au comte Walewski,  
ministre de l’extérieur de la France, la constitution d’un État neutre et indépendant, à prince héréditaire, sous  
la garantie collective des pouvoirs européens. Intéressante est aussi la pétition de Vasile Boerescu, envoyée le 24  
février 1856, qui reprend le même thème de l’union, de l’indépendance et du prince étranger (Stan V. 1994:  
394-395). Des pétitions nouvelles seront adressées aussi après le Congrès de paix de Paris, où, bien qu’on  
yait discuté le problème roumain, on avait éliminé pour le moment la demande concernant le prince étranger, pour  

* iulian1791@yahoo.com; Universitatea „Valahia” din Târgovişte, Facultatea de Ştiinţe Umaniste, Catedra de Istorie, str.  
Lt. Stancu Ion, nr. 34 - 36, Târgovişte, 130105, Dâmboviţa.


Le problème du prince étranger est resté ouvert aussi pendant le gouvernement de A.I. Cuza (Scurtu 2001: 19-24), qui surtout vers la fin de son gouvernement reprend les discussions concernant cette question. Lui-même, il avait été convaincu par la nécessité d’apporter un prince étranger avant qu’il devienne souverain, et les années de son gouvernement l’avaient convaincu que cette solution restait toujours d’actualité. Son gouvernement avait été, en outre, conçu être et restait une solution transitoire, ce qu’il avait reconnu plus d’une fois. Après les émeutes d’août 1865, le prince de l’union pense de plus en plus souvent à renoncer au trône roumain laissant la place à un prince étranger (Ivănescu 2001: 166-175; Bossy 1931: 152-154; 383-386). Au début de 1866, la Grande Bretagne aussi bien que la France ont convenu que le régime de Cuza était tout à fait inadéquat, mais aucun de ces pays n’ont entrevu d’autre solution que le maintien du prince en fonction (Michelson 1998: 155).


Pendant les actions de Brătianu, surtout en France (il y était arrivé le 15 décembre 1865), en Roumanie se déroulait le complot pour le détrônement de A.I.Cuza, surtout sous l’influence de Ion Ghica. Malgré le fait qu’il savait que ses adversaires préparaient une action contre lui, le souverain n’a pris aucune mesure pour s’en protéger. Ainsi, le 11/23 février 1866, il a lieu un coup d’État (révolution de palais (Riker 2000: 469) selon l’expression de l’historien américain T.W. Riker) par laquelle le prince de l’union a été écarté.


132
Immediatement après la réalisation du coup d'État on a formé une lieutenance princière composée de Lascar Catargiu, Nicolae Golescu et Nicolae Haralambie. En même temps on a constitué un gouvernement provisoire dirigé par Ion Ghica. Le pouvoir nouveau s’est adressé au pays par une proclamation, promettant qu’il fera vivre "les quatre points votés par la nation et les assemblées ad-hoc: l’union, l’autonomie, le prince étranger, le gouvernement constitutionnel". Les premiers deux objectifs devaient en fait être défendus, et les derniers deux devaient être atteints (Stanciu, Onescu 2002: 57-58). L’historien Dumitru Viciu montre et explique le fait que la reprise de l’ancien desideratum de 1857 ne signifie que superficiellement la volonté nationale, en réalité cet objectif étant un paravent qui avait le rôle de cacher des intérêts de groupe, de diminuer des tensions et d’entretenir des espoirs entre les forces associées. On ne peut pas expliquer les risques - surtout l’invalidation de l’union. Dans ce cas la formulation d’une option concernant le candidat étranger devait être faite avant le 11/23 février (Viciu 1992: 165).


L’idée plus ancienne du principe étranger, mise au devant de la liste des desiderata de l’Assemblée ad-hoc en 1857, rejetée par les grands pouvoirs, sans être contestée par Cuza comme option ouverte, visait la réalisation de la stabilité politique par l’événement des luttes politiques internes grâce à l’institution d’une monarchie héréditaire et constitutionnelle, comme régime politique. À l’extérieur, la solution du prince étranger était vue comme une modalité plus efficace d’accéder à l’indépendance, ce qui a gagné doute, sans doute, pour le moment, le risque d’une réaction hostile de la part des grands pouvoirs, qui ne voyaient de bons yeux la perspective d’une Roumanie indépendante (Stanciu, Onescu 2002: 58).

L’arrivée du prince étranger impliquait pour le moment certains risques internes aussi, liés à une éventuelle réaction des paysans surtout, qui voyaient en Cuza le garant de la terre accordée par la réforme agraire de 1864, réactions qui ont été enregistrées, sans avoir une très grande ampleur (Rusu 2001: 70-77). Mais la question de l’arrivée du prince étranger a été considérée par le nouveau pouvoir, malgré les risques impliqués, l’élément principal de ce fait accompli, qui pouvait clarifier les choses avant de laisser place à une intervention externe hostile (Stanciu, Onescu 2002: 59).

2. Le choix du prince étranger. Complications immédiates internes et européennes (février-mars 1866)


Cuza avait informé lui-même les consuls étrangers de Bucarest (Le consul anglais, Green, et surtout le consul français, Tillos) qu’il était prêt à abdiquer, non pas comme un lâche, mais en faveur d’un souverain étranger, choisi par les grands pouvoirs (Riker 2000: 464-465; ANIC Bucarest, Microfilms France, film 12, vol. 27, c. 4-12).


Les gouvernements européens ont essayé pourtant imposer leurs points de vue à ceux qui avaient pris le gouvernement du pays lors de la cessation du règne de Cuza. Ainsi la confrontation entre la diplomatie européenne et les “vainqueurs” de 11 février (Rusu 2001: 63) commençait, et allait durer jusqu’à la fin de 1866.


La possibilité de prendre une décision ne pouvait quand même pas revenir à une séance des conseils, mais à une conférence des représentants des grands pouvoirs, les gouvernements ayant à décider, par la suite, conformément aux usances, de la date et le lieu de rencontre du for politico-diplomatique européen. Dans ce sens, les canaux de la diplomatie ont connu une intensification sérieuse des échanges d’information, chaque cabinet esquissant ses intentions et essayant de pénétrer celles des autres aussi (Boicu, Platon, Cristian 1980: 189-193).

Dans le contexte du développement des événements, le ministre de l’extérieur français, Drouyn de Lhuys était informé à propos des intentions de la Turquie et sera contre toute application du Protocole de 1861, étant d’accord avec le maintien de la suzeraineté ottomane. Napoléon III considérait que pour éviter toute complication la meilleure garantie était la convocation d’une conférence pour délibérer quant aux mesures à
prendre. Les consuls des Principautés ont reçu des instructions à ne pas se prononcer contre l’union et à exprimer des sentiments de bienveillance concernant les Roumains (Corivan 1984: 178-179).

À Bucarest, dès le matin du jour de 11/23 février 1866, Eder (le représentant de l’Autriche), le doyen du Corps consulaire, a convoqué ses collègues pour discuter la situation apparue. La rencontre n’aura aucun résultat, sauf la constatation unanime que, avant de recevoir les instructions nécessaires, on ne pourra prendre aucune attitude (Clivet 1988: 76; Riker 2000: 472). H. Tillot, le consul français, était aux côtés de A. I. Cuza, le gouvernement provisoire le dégoûtant, et suggérait à Green, le consul de l’Angleterre, la possibilité d’une contre-révolution (Iordache 1997: 18).

Le 12/24 février, Tillot informait son supérieur à Paris de la convocation d’Eder en vue de consultations quant à la position à prendre après l’abdication de Cuza. De même, Tillot affirme que, lui, il voulait voir Cuza, pour entendre de sa propre voix de quelle manière l’abdication avait été obtenue. A leur rencontre, Cuza lui a mentionné qu’il n’a cédé à aucune contrainte et que lui aussi, il avait désiré “à mettre fin à un rôle qui lui pesait lourdement depuis longtemps”. Tillot informait aussi de l’intention du colonel Solomon, qui voulait soulever une partie de l’armée pour libérer Cuza et le renommer souverain. Il a consulté Cuza à propos de cela, quand même, et Cuza a rejeté cette idée, pour ne pas arriver à “verser du sang”. En conclusion, Tillot s’est abstenu à prendre une position contraire à celle du gouvernement provisoire avant de recevoir des instructions de Paris (Giurescu 1966: 380; ANIC, film 12, vol. 27, c. 131-136; Riker 2000: 473).

Le 12/24 février 1866, le ministre français d’affaires étrangères informait le représentant de la France à Bruxelles de l’abdication du prince Cuza et de la proclamation du comte de Flandre comme “prince de Roumanie”, par le parlement moldo-vallah réuni. On demandait, par la suite, au représentant de la France de s’intéresser aux intentions de la Cour de Bruxelles, mais sans engager aucunement l’opinion du gouvernement français (ANIC, film 12, vol. 27, c. 120).


L’attitude de la France, bien que favorable aux Principautés Unis, s’est manifestée graduellement. Sachant l’hostilité de certains pouvoirs garantes quant aux événements, le ministre des affaires étrangères français n’avait pas précisé ouvertement son point de vue. Son attitude était assez nuancée à cette époque là (Corivan 1984: 180). Voilà pourquoi le ministre des affaires étrangères français communiquait à Tillot, à Bucarest, ses premiers instructions concernant l’attitude de la France au sujet des événements des Principautés. Les indications du ministre français préciseraient que ces événements tout comme les problèmes qu’ils allaient engendrer, relevaient de l’ordre international, de l’équilibre européen. C’est pourquoi ils devaient être réglés, conformément au droit public européen, par la consultation des pouvoirs signataires des traités en question, c’est-à-dire la cour suzeraine (la Turquie) et les pouvoirs garantes. L’existence du nouveau gouvernement de la Valachie et la proclamation par le parlement de Bucarest du comte de Flandre en tant que « roi de la Roumanie » contreviendrait à cet ordre. Le consul français devait donc, par son attitude envers les Roumains, transmettre au gouvernement provisoire de la Moldo-Valachie qu’il était nécessaire “qu’il soit pénétré de l’idée que son unique mission était d’assurer le bon cours des services administratifs et de veiller au maintien de l’ordre et de la sûreté publiques” jusqu’à ce que les pouvoirs, réunis en conférence aient pris une décision (ANIC..., film 12, vol. 27, c. 151-152).

Le gouvernement provisoire de Bucarest avait, dans ces circonstances-là, envoyé A.I. Golescu comme agent diplomatique à Constantinople et I. Bălăceanu en tant que son homologue à Paris. Ces deux agents diplomatiques avaient pour tâche d’obtenir l’accord du gouvernement français et de l’empereur quant au choix d’un autre prince étranger après le refus du comte de Flandre (Chiriţă 1978: 2199). Bălăceanu n’était à l’époque que le messager d’un gouvernement provisoire, non reconnu par les pouvoirs garantes, muni uniquement des lettres de créance de Ion Ghica adressées à Drouyn de Lhuys. Il semble quand même que ce dernier était favorable aux Roumains et qu’il avait reçu le messager du gouvernement provisoire avec amabilité. Lors de son entrevue avec Bălăceanu, en abordant le sujet du prince étranger, le haut fonctionnaire français ne lui avait pas caché qu’il trouvait que cela n’était qu’un rêve que le gouvernement roumain devait abandonner, car il n’était pas réalisable. Lorsque I. Bălăceanu avait demandé d’être reçu par l’empereur lui-même, le ministre français des affaires étrangères lui avait repondu durement que Bălăceanu n’était que le messager dont les lettres de créance étaient signées par un gouvernement qui, à l’époque, n’existait pas pour la France.

Le diplomate roumain allait quand même écrire à l’empereur, qui, finalement, allait accepter ses lettres de créance (Iordache 1997: 20).

Un rapport confidentiel de l’Ambassade de France de Constantinople adressé à la France, rapport du 25
février 7 mars 1866, nous dévoile de façon détaillée des éléments encore plus significatifs de la position des grands pouvoirs quant aux événements des Principautés. La Turquie, qui n’avait même pas bien vu le prince Cuza, avait reçu avec horreur et émotion l’«initiative du peuple roumain», qui lésait ses droits de suzeraineté et elle se sentait donc menacée par un situation qui deviendrait compliquée du côté du Danube. Le conseil des ministres turc s’était réuni dans une séance extraordinaire et Ali Pasa avait fait venir chez lui les représentants des grands pouvoirs à Constantinople et leur avait présenté un plan de mesures. Parmi tous ces événements, il survint aussi la dissolution de l’Unification qui conformément au firman était limitée au règne de Al. I. Cuza; de même, on y suggérait d’envoyer des commissaires de la part de toutes les pouvoirs en vue d’une enquête sur les lieux afin d’éclaircir la situation créée suite à l’abdication. La Turquie envisageait même une intervention militaire dans les Principautés et avait ordonné aux troupes concentrées à Şumla de surveiller et de contrôler la zone du Danube. Les ambassadeurs des pouvoirs garantes accédèrent en Turquie avaient répondu qu’eux, ils n’avaient pas reçu d’instructions à ce sujet. En outre, la Turquie ne pouvait pas entreprendre une intervention militaire dans les Principautés en l’absence d’un accord préalable et d’une action commune avec les autres pouvoirs (ANIC, film 12, vol. 27, c. 182-183).

Ce qu’il y a d’intéressant dans ce rapport est surtout la présentation qu’on y fait de la position de la France qui, comme l’Angleterre et la Prusse, était pour le maintien de l’union des Principautés Roumaines. Les Français considéraient que l’abdication de Cuza n’était que le résultat des intrigues des Anglais. Ces derniers trouvaient que le prince Cuza était entièrement favorable aux Français. La candidature du comte de Flandre aurait été patronnée, d’après les Français, par l’Angleterre et I. Ghica était considéré un « instrument » dans ce complot. L’Angleterre selon le rapport soutenait secrètement la candidature du comte de Flandre pour empêcher de la sorte l’ascension d’un candidat potentiel soutenu par la France, par exemple G. Bibescu, officier dans l’armée française. On présente aussi dans le rapport la position de la Prusse qui n’avait pas l’air très intéressée par cette question. Vu ses relations avec l’Autriche, la Prusse serait plutôt du côté de la France et de l’Angleterre. La position des autres pouvoirs garants est rendue par l’affaire par les termes du rapport. La Russie “jetait feu et flammes”. Elle désirait la séparation de l’État roumain dans des provinces gouvernées par des princes régnants indigènes, car cela “mettait la Roumanie à Sa merci”. L’Autriche et la Turquie devaient craindre davantage la Russie, selon le rapport, que les Principautés. L’Italie allait faire à coup sûr front commun avec la France. En conclusion, la situation des Principautés pourrait, d’après le rapport, compliquer les choses à l’orient. La Turquie craignait un éventuel soulèvement de la Bulgarie, de la Serbie et du Monténégro sous l’influence de la Russie. La Russie, d’un part, par l’intermédiaire de ses représentantes belliqueuses, tels le général Ignatiev, se déclarait prête à entrer avec des troupes dans les Principautés, chose qui serait plus appropriée à cette époque-là qu’en 1852. D’autres part, par la voix de son ambassadeur, elle se déclarait d’accord avec le choix de la ville de Paris en tant que lieu où il allait se dérouler une conférence sur les Principautés (ANIC, film 12, vol. 27, c. 183-187).

Compte tenu des nouvelles évolution, on peut clairement affirmer qu’à la fin du mois de février, la position de la France était oscillante, voir même contraire aux Roumains, surtout en ce qui concerne la question du prince étranger. Cette attitude est révélée par la prise de position officielle du gouvernement français, mais aussi par les manœuvres des confisques de la diplomatie européenne.

La France continuait de soutenir l’Unification, tout en essayant de tempérer l’intention de la Turquie d’intervenir dans les Principautés et recommandait aux Roumains d’attendre les décisions que les pouvoirs garantes allaient prendre, en évitant de nouveau la question de la garantie collective.

Toujours à la fin du mois de février, on avait constitué à Bucarest deux délégations qui étaient parties à Constantinople et à Paris afin d’y obtenir la reconnaissance du maintien de l’Unification et le droit de choisir un prince régnant héréditaire qui allait accéder au trône de la Roumanie. Les Roumains essayaient, de façon évidente, de garder l’initiative en profitant de la lenteur avec laquelle les grands pouvoirs réagissaient. La première délégation était constituée de M. Costache Epureanu, G. Costaforu et de ALG. Golescu, tandis que la deuxième était constituée de L. Steege, Sc. Făltocanu et de G.Şirbe, auxquels venait s’ajouter aussi I.C. Brătuianu.

On pourrait donc affirmer qu’avec la convocation de la Conférence des pouvoirs européens à Paris (le 26 février/10 mars 1866), on manquait la fin d’une étape difficile pour le gouvernement roumain, d’une étape marquée de tourments, de recherches et d’attentes au sujet du prince étranger.

3. Le problème roumain – un problème européen (mai–juin 1866)

Ceux qui avaient fait abdiquer Cuza se trouvaient, en principe, face à un cruel dilemme; ils devaient opter soit pour la renonciation à l’initiative en se subordonnant ainsi aux décisions de la future conférence en cela en courant le risque de perdre le droit des Principautés à l’autonomie et même celui de voir annulée l’Unification, soit pour l’édification de l’État roumain sans demander l’accord de l’Europe, c’est-à-dire par un nouveau fait accompli. Ils ont hardiment opté pour la dernière alternative en déclenchant ainsi un affrontement
inédit dans les rapports internationaux de l’époque entre la volonté d’une étoile politique d’un Etat petit, mais ferme et le concert européen qui voulait jouer un rôle tutélaire.


Un effet important pour les relations franco-roumanes a eu à l’époque, comme nous l’avons déjà montré, l’envoi de l’Ambassade à Paris en tant qu’agent diplomatique du nouveau gouvernement. Il avait des relations étroites avec d’influents hommes politiques français d’orientation modérée qui occupaient des postes dans le gouvernement ou qui se trouvaient dans l’entourage de l’empereur. Après avoir obtenu l’audience et pendant l’entretien avec l’empereur, il a précisé que sa mission consistait dans le fait de prier l’empereur de désigner un candidat pour le trône de la Roumanie, étant autorisé à déclarer que la proposition de l’empereur allait tout de suite être acceptée. Napoléon III a déclaré que cela le flattait énormément, mais que la situation était vraiment difficile, car il ne voyait, pour l’instant, aucun candidat qui convienne à la fois à la France et à la Roumanie (Iordache 1997: 25). Il semble que Napoléon aurait pensé au début aux généraux Bourbaki et Ladmirayl qui auraient refusé (Corivan 1984: 176). Même s’il permettait à Drouyn de Lhuys à s’engager dans de diverses formes diplomatiques, il encourageait discrètement les Roumains à pratiquer la politique du fait accompli.

Par conséquent, tandis que la France ne soutenait pas l'idée du prince étranger, mais se prononçait uniquement en faveur du maintien de l'unification, elle allait encourager discrètement les démarches de l'I.C. Brătianu et de I. Balăceanu. Les délégations du Sénat (Vasile Boerescu, Gh. Costafarou) et de la Chambre (G. Stârbei, Sc. Fălcociacu), munies par le gouvernement provisoire de lettres de créance auprès de tous les cabinets représentés à la conférence de Paris étaient aussi arrivées à Paris afin d'y plaider en faveur de l'avènement du prince étranger au trône de la Roumanie. On avait indiqué à la délégation envoyée en Occident (complétée par l'I.C. Brătianu) d'entrer en contact à Bruxelles avec le gouvernement et le roi de la Belgique pour insister auprès de lui pour la candidature de Philippe de Flandre au trône de la Roumanie. Les hommes politiques de Bucarest allaient se convaincre qu'ils n'avaient pas de chances de réussite s'ils essayaient d'obtenir l'accord des pouvoirs par la voie légale, lorsqu'ils allaient prendre connaissance du refus des grands pouvoirs d'accepter d'avoir un entretien avec les députés roumains. Dans ce contexte, il semble que l'attitude des grands pouvoirs a engendré certains actes — l'annulation du "contrat Godillot" et des concessions accordées pendant le règne de Cuza pour la banque de circulation et chemin de fer Bucarest-Giurgiu, le vote dans l'Assemblée de la proposition de C.A. Rosetti concernant la création d'une garde nationale — actes qui allaient mécontenter et inquiéter visiblement les grands pouvoirs (Riker 2000: 475).

Dans ce sens nous trouvons intéressants les rapports rédigés par H. Tillois pour Drouyn de Lhuys le 28 février/10 mars et le 4/16 mars 1866. Dans le rapport du 28 février/10 mars le consul français relatait à son supérieur l'entretien qu'il avait eu avec I.Ghica au sujet du prince étranger Ghica lui avait déclaré que, si on n'avait pas proclamé la loi du choix d'un prince étranger, on aurait dû maintenir l'unification avec la Moldavie "par la force", car, de ce côté-là, des groupes séparatistes importants agissaient auprès de certains candidats. Le consul français lui avait répondu que le principe du choix du prince étranger était une "extravagance". Les pouvoirs — affirmant le consul — s'inquiétaient aussi au sujet de la mesure prise par la "locotenenta" (groupe de trois personnes dirigeant provisoirement le pays avec l'accord des Ottomans) de procéder au vote au sein du parlement quant à l'armement d'une garde nationale. Le parti radical dirigé par Rosetti aurait pu y infiltrer "ses créatures" et la garde se serait alors transformée, selon le consul, en un "facteur de désordre". Conformément aux indications reçues de Paris, Tillois a rejeté quand même la proposition de la Turquie et de l'Autriche de nommer un "caimacâm" (un prince régnant à titre provisoire) dans les Principautés, déclarant officiellement que la "locotenenta" pourrait bien être considérée comme une "câmicâmâ" de trois personnes (ANIC, film 12, vol. 27, c. 194-195).

Par le rapport du 4/16 mars 1866, Tillois communique aussi à Drouyn de Lhuys ses opinions sur les raisons de l'abdication de Cuza et celles sur les désirs des Roumains d'introduire dans le pays une dynastie étrangère héréditaire. La chute du prince Cuza aurait donc été engendrée par "l'antipathie des Roumains pour tout prince indigène". Tillois ajouta à cette sujet des détails tels que les expériences que les Roumains avaient eues avec toute une série de princes régnants — Sturdza, Gr. Ghica, Bibeşcu — leur avaient prouvé que les prétendants locaux au trône manquaient d'honnêteté dans l'administration du pays. Voilà pourquoi les Roumains désiraient instaurer une dynastie étrangère et héréditaire. En cas de danger extérieur, à la première secousse venue de l'Europe ou de l'Orient où la Russie "amassait depuis quelque temps du matériau inflammable", les Principautés n'auraient pas pu résister. Si les pouvoirs garantes soutenaient l'idée du prince indigène, l'unification pourrait être dissipée pour plusieurs raisons: en Moldavie la plupart de la population était affamée, la mauvaise administration de Cuza y ayant fait plusieurs victimes. En outre, en Moldavie il y avait "assez d'ambitieux qui, aidés par la Russie, se serait mis à la tête d'un plan de séparation". Le gouvernement provisoire de l'époque était composé de gens de bonne volonté et pleins d'énergie qui soutenaient avec acharnement leur projet concernant le prince étranger et étaient décidés à s'opposer militairement à toute occupation étrangère.

Tillois ajoutait aussi que le gouvernement roumain soutenait qu'une éventuelle annexion ou séparation des Principautés n'était pas dans l'intérêt de la France ni de l'Angleterre et que le choix d'un prince étranger ferait des Principautés "une barrière sûre entre les slaves du Nord et ceux du Sud" (ANIC, film 12, vol. 27, c. 205-208).

À la fin de l’appel L.C. Brătianu synthétisait les demandes des Roumains adressées à la conférence de Paris de 1866 qui consistaient dans le maintien de la décision de la Conférence de Constantinople de 1864 par les grands pouvoirs, c’est-à-dire le maintien du droit d’autonomie interne des Principautés, celui d’établir toutes seules les changements qu’elles allaient adopter (Jordache 1997: 29-30).

J. Bălăceanu était à son tour entré en contact avec la presse française et, pendant son activité dans la capitale de la France, L.C. Brătianu allait partir pour Düsseldorf, le 18/30 mars 1866. Là, il allait être reçu en audience par Carol Anton de Hohenzollern le 19/31 mars et il allait communiquer que selon l’avis de l’empereur Napoléon III, “locotenenta domneascai” de la Roumanie formait le projet de proposer au peuple de désigner en tant que futur roi de la Roumanie son deuxième fils, le prince de Hohenzollern (Les mémoires du roi Carol I. 1866-1869...) 1992: 35; Damean 2000: 45). Il avait consulté au préalable M"se H. Corneu et l’empereur qui, agréablement surpris, avait été d’accord avec la candidature du prince Carol de Hohenzollern (Jordache 1997: 32).

L’origine de la candidature de Carol de Hohenzollern n’a quand même pas été entièrement éclaircie. Il n’y a aucune raison de douter de la version selon laquelle l’idée serait venue de Paris (Riker 2000: 502; Kellogg 1995: 19; Scurtu 2001: 27) malgré toutes les controverses historiographiques suscitées par la question allant de l’affirmation que l’empereur lui-même aurait désigné le prince et l’aurait soutenu en cachette jusqu’à la réfutation de toute intervention, y compris de son accord tacite. N. Corin confirme que non seulement le choix de Carol de Hohenzollern s’est fait avec l’accord de Napoléon III, mais que l’initiative de son choix, la surveillance et l’incitation à réaliser cette action seraient venues de sa part. Ces affirmations sont fondées sur les relations de J. Bălăceanu, sur la correspondance de M’se Corneu (qui a servi d’intermédiaire entre les hommes politiques roumains et Napoléon III et aurait proposé Carol comme candidat agréé par l’empereur) et sur les informations d’Emile Olivier. À la suggestion de M’se Corneu, J. Bălăceanu avait demandé d’être reçu en audience par l’empereur, occasion avec à laquelle il avait décidé, le 18/30 mars, la candidature de Carol (Corin 1984: 190-191).


On allait aussi envoyer au gouvernement provisoire un télégramme contenant une reprimande. La conférence suspendait ses travaux jusqu’à l’arrivée de nouvelles informations tout en pouvant être de nouveau convoquée par toute pouvoirs le désirant. Entre temps, les Roumains avaient pris l’initiative. Même aujourd’hui on ne peut pas vraiment savoir si leurs actes étaient influencés par le gouvernement français ou s’ils étaient engendrés par leur propre initiative (Corin 1984: 191). En ce qui concerne l’attitude de la France au sujet du prince étranger il y a une distinction entre sa politique officielle et sa politique secrète (Corin 1984: 192).

Après la séance du 23 mars/4 avril 1866 le ministre des affaires étrangères français avait proposé le 2/14 avril 1866 le choix d’un prince régnant indigène, mais cela à titre temporaire, pour donner l’impression que la France désirait reporter la solution de la question du prince étranger (Corin 1984: 196).


La décision définitive de nommer Carol en tant que prince régnant a été prise, semble-t-il, le 30 mars/11 avril 1866, après le retour à Bucarest de Brătianu la hâte de ce dernier de rentrer au pays, selon l’historien D. Viteu, serait aussi à remarquer. Brătianu avait sans doute raconté qu’il était allé à Düsseldorf,
qu'il avait eu la chance d'y trouver l'empereur Carol lui-même, mais qu'il n'avait pourtant pris aucune décision définitive. Il avait seulement annoncé que la proposition y avait été chaleureusement reçue et qu'on avait dit à Bâlăceanu pendant une audience chez Napoléon III que la France approuvait ce choix (Riker 2000: 502).

On avait pris donc la décision finale sur ces bases et on avait franchi le Rubicon. Dans une télégramme du 12/24 avril 1866, le ministre des affaires étrangères français communiquait lui aussi confidentiellement à Bucarest, au baron d'Avril, que la conférence des grands pouvoirs avait pratiquement laissé la décision aux Roumains. Officiellement, les Roumains devaient, par leurs représentants légaux, se prononcer de nouveau au sujet de l'unification. Pour l'instant, ils pourraient, comme solution de compromis, essayer d'adopter le titre provisoire de "hospodarate", limité à 4-5 ans, ayant choisi pour prince un des gens candidats locaux non-compromis. Au terme de cette période, ils pourraient adresser de nouveau, par suffrage, un appel en faveur du prince étranger aux cabinets européens. Cela aurait été le désir des grands pouvoirs, mais, en tant que post-scriptum, on trouvait dans le même télégramme la nouvelle désignation du prince de Hohenzollern en tant que prince régnant pour les Principautés. Cette chose ne changeait en rien la décision des pouvoirs européens, concluant le ministre des affaires étrangères français au nom de la conférence (ANIC, film 12, vol. 27, c. 283-288).

La conférence des grands pouvoirs semblait être décidée de provoquer une crise ouverte en ce qui concernait la question roumaine ou tout simplement elle voulait sembler prendre des décisions quand, en fait, elle était bloquée.

Le 14/26 avril 1866, V.Boerescu, Fălcoianu, et Ludovic St e e g c ommuniquaient d'ailleurs au ministre des affaires étrangères de Bucarest qu'ils avaient rendu visite aux représentants des grands pouvoirs garantes à Paris et qu'ils avaient sondé leur attitude quant à l'installation d'un prince étranger sur le trône des Principautés (ANIC, dos. 17/1866, f. 1-12).

Dans ce contexte, le ministre des affaires étrangères français, Drouyn de Lhuys, exprimait l'attitude exclusive de la France, avait apprécié le prince Carol de Hohenzollern, proposé à côté du grand duc de Baden en tant que candidat au trône, mais il avait ajouté que la solution du prince étranger était contraire à tous les traités internationaux, qui stipulaient expressément "l'origine roumaine des princes régnants des Principautés". Par conséquent dans le cas d'un changement des traités, il fallait consulter les autres parties signataires (ANIC, dos. 17/1866, f. 2).

La position de la France, favorable en fait, négative en principe, était encourageante. Les représentants des pouvoirs garantes s'étaient rencontrés, le 12/24 avril, pour un nouveau débat continué pendant la séance du 20 avril/2 mars 1866 quand ils allaient publier une déclaration par laquelle ils faisaient connaître le fait que les dirigeants de Bucarest, par le plébiscite qui avait eu lieu, s'étaient écarté de la Convention du 19 août 1858 en ce qui concernait la nomination d'un prince étranger. L'article 13 de la convention avait établi que c'était à l'Assemblée qu'incombait de choisir le prince régnant. La conférence allait décider, par conséquent, que c'était à l'Assemblée se prononcer quant au maintien de l'Unification. Après avoir voté cette question, l'Assemblée devait se prononcer et sur l'élection du prince régnant, mais d'entre les indigènes (Riker 2000: 513-514).

Entre temps, le gouvernement provisoire ferait connaître, le 10/22 avril 1866, le résultat du plébiscite des pouvoirs garants, en leur demandant le consentement relatif à l'élection du prince régnant étranger. Dans ce même contexte, l.C. Brătianu sera envoyé à Düsseldorf pour urger le retour de Carol dans le pays (Corivan 1984: 197).

Pour de passer aux débats sur la nouvelle loi fondamentale, on a considéré tout à fait prioritaire la discussion de l'autre problème, à savoir celui du prince étranger. Ainsi, le 1er/13 mars 1866, Manolache Costache Epureanu, le vice-président de la constituant, a demandé à l'Assemblée de se prononcer vis-à-vis du problème de l'union et du prince étranger. La mise en discussion de cette question a déclenché de vives discussions, puisque l'on demandait aux députés un vote par lequel démontrer le fait qu'entre l'union et le prince étranger il y avait pratiquement une liaison indissoluble (Russu 2001:91; Corivan 1984: 196-197).

Par la suite des discussions menées pendant la même séance, le 1er/13 mars 1866, l'Assemblée constitutante a adopté, chose déjà connue, une motion par laquelle on souhaitait le fait que c'était pour la dernière fois que s'exprimait la volonté ferme des Principautés Unis de rester ce qu'ils sont, une seule Roumanie non-séparable, sous le règne héréditaire d'un prince étranger choisi d'une des familles souveraines du continent. Ce prince allait être Carol de Hohenzollern Sigmaringen, sous le nom de Carol 1er (Russu 2001: 92; Chiță 1978: 2208; Kellogg 1995: 22-23; Damcan 2000: 46).

La journée s'est terminée avec de grandes manifestations pendant lesquelles la France et la Prusse ont été ovationnées devant les consulats respectifs. Les membres du parlement et du gouvernement ont ensuite participé à un banquet, tandis que dans les rues illuminées on chantait et tous semblaient envahis par la joie (Riker 2000: 516).

Conseillé par Bismarck et ayant l'assentiment de Wilhelm 1er, le prince Carol 1er s'était décidé lui-aussi à forcer le destin (Les mémoires du roi Carol I... 1992: 39-40). Le 29 avril/11 mars il se dirige vers la Suisse.
Il envoie de Zürich le 1er/13 mars des lettres justificatives à l'empereur de la France, Napoléon III, et à Alexandre II, en Russie (Le roi Carol I de la Roumanie. allocations et lettres, tome I, 1866-1877, 1909: 7-9). Dans la lettre adressée à Napoléon III, le 1/13 mars 1866, Carol montre sa confiance en l'empereur et l'espoir que ce dernier ne désapprouvera la décision prise (Le roi Carol I de la Roumanie. allocations et lettres 1909: 7-8). C'est toujours à Zürich que Carol optera sur un passeport sur le nom de Karl Hettingen, voyageant à Odessa pour affaires. Il sera accompagné du baron du Mayenfisch, le conseiller de cabinet Werner et le lieutenant Sergiu Lens (le neveu de Ion Bâlăceanu).


D'ailleurs, les hommes d'État roumains ont été conscients du fait que sans Napoléon III on n'y aurait rien pu et avec celui-ci tout était possible (Suciu 1997: 38). Dans ce contexte il survient également les décisions de la Porte contre les actions entreprises à Bucarest et contre la violation de la décision de Paris (la lettre du premier ministre Ali Paşa pour le gouvernement provisoire). Au début, la Turquie s'adressera aussi à la Conférence, puis il semble qu'elle passe aux menaces. Les séances de la conférence continueront elles aussi le 5/17 mars et le 13/25 mars 1866, quand on enregistrera les protestations de la Turquie, qui proposait maintenant de nommer un prince régnant indigène pour une période de 6 à 7 ans, mais le gouvernement français appréciait que le choix d'un prince régnant provisoire avait été seulement une recommandation. Pendant la séance du 13/25 mars, le délégué turc menace avec une intervention militaire dans les Principautés (Riker 2000: 517-518, 522-523).

Pendant la séance du 5/17 mai 1866, le représentant de la Turquie, Savvat Paşa, lut une protestation contre l'élection par l'Assemblée de Carol de Hohenzollern, en déclarant cette élection illégale et un empiètement des traités. Le dignitaire ottoman proposait que l'Assemblée nomme un prince régnant indigène pour une certaine période. La France et la Russie ont lancé l'opinion que la Turquie arrive à une entente avec les Principautés Unies (Corivan 1994: 199; Damean 2000: 55).

Dans cette atmosphère tensionnée le retour à la suggestion française aura l'effet escompté, la suggestion étant faite déjà dès les mois d'avril à la Porte Ottomane et au gouvernement de Bucarest et visant le fait que les deux parties arrivent à une entente directe (Riker 2000: 517-518). Le 9/21 mars 1866, le ministre extérieur français, par une lettre télégraphique, reproche, formellement, au girant consulaire français à Bucarest, le baron d'Avril, qu'il eût soutenu, en secret, par le langage utilisé avec le gouvernement provisoire, l'élection d'un prince étranger, fait contraire aux instructions officielles reçues de Paris. De fait, l'accusation était faite par l'Autrichie (ANIC, film 12, vol. 28, c. 88). À cette accusation d'avril répondait qu'il n'y avait aucune contribution et, selon les constats du baron Eder, aucun pouvoir ne pouvait avoir quelque influence (ANIC, film 12, vol. 28, c. 91).

Puis, le ministre extérieur français répond de nouveau à d'Avril, en lui rappelant clairement que l'ambassadeur de l'Autrichie à Paris, pendant une conversation discrète, avait soutenu que c'était lui qui avait encouragé les Roumains dans le choix du prince étranger (ANIC, film 12, vol. 28, c. 92). Comme les choses ne pouvaient plus être changées, la distribution "avec discrétion" des culpabilités restait seulement un exercice sans conséquences.

Mais, peu après son arrivée en Roumanie, Carol 1er observa, que ni la politique française ni celle prussienne ne lui donnaient des signes de bienveillance. Les deux grands pouvoirs avaient soutenu seulement en secret, mais séparément et par des raisons qui avaient peu de points communs, la candidature de prince de Hohenzollern (Riker 2000: 504-505; Iordanche 1997: 38-42). Maintenant ils semblaient peu disposés à d'autres encouragements. Ainsi, le consul français consigne, le 14/26 mars 1866, un épisode relatif à l'invitation que le prince Carol lui avait faite de le visiter en tant que personne privée. Le consul français a répondu à l'invitation en se présentant au prince régnant "habillée comme pour sortir en ville" (ANIC, film 12, vol. 28, c. 115).

Même si l'invitation avait été faite aussi aux autres agents diplomatiques à Bucarest, aucun d'entre ceux-ci n'avait pas pu se décider d'aller le premier. Par conséquent, la visite du consul français au prince Carol a été la première, à ce qu'avoit celui-ci, visite suivi par celle des autres, en tant que personnes particulières, sauf le consul de la Russie (ANIC, film 12, vol. 28, c. 119-121).

En début du mois de juin, l'ambassadeur français à Petersbourg rapportait à Drouyn de Lhuys les dernières nouvelles et sur l'attitude de la Russie concernant la question du prince étranger dans les Principautés Roumaines. Selon son opinion, la Russie ne voyait pas de bons yeux une famille (Hohenzollern) et une dynastie d'origine catholique, mais elle pouvait garder une "position purement passive". L'information provenait de
Gorceakov, qui a encore ajouté que, étant donné le fait accompli à Bucarest, la conférence des pouvoirs était inutile; celle-ci devait soit se dissoudre et chaque pouvoir agir comme il jugeait bon, soit prendre des mesures pour respecter la décision du concert européen. Mais Gorceakov ne croyait pas en la solution d’une intervention armée. Talleyrand a paru satisfait de l’appréciation claire de Gorceakov que les Roumains étaient influencés par la France et qu’ils demandaient tout le temps conseil à celle-ci, en arrivant à Petersbourg pour consultation après avoir été à Paris. En d’autres mots, la Russie reconnaissait le rôle que la France avait joué dans l’installation du prince étranger, rôle que le Paris même ne voulait pas afficher.

Pendant leur conversation, Gorceakov a laissé comprendre que c’était dès maintenant un fait possible à l’avenir “et dans l’ordre matériel des choses qui suivront” à savoir “l’indépendance complète des Principautés” (ANIC, film 12, vol. 28, c. 150-151). Dans ce contexte, la dernière séance de la Conférence de Paris (le 23 mars/4 juin 1866) va rejeter l’idée d’une intervention de la Turquie dans les Principautés, par l’intermédiaire du représentant de la France (Riker 2000: 524). De fait, pendant cette dernière séance on n’a pris aucune décision à cause de la tension accrue en Europe. Même la Turquie affichera une position plus modérée Ali Paşa, en reconnaissant face à l’ambassadeur autrichien à Constantinople que l’occupation des Principautés n’aurait plus lieu d’être à l’opposition de la France et de l’Angleterre. Après le commencement de la guerre entre la Prusse et l’Autriche, le 14/16 juin 1866, Carol Anton écrira à son fils qu’une partie de la presse d’Allemagne se prononçait sur la question roumaine, considérant que “l’entreprise n’aurait pas été qu’une intrigue de Bismarck contre l’Autriche” (Les mémoires de roi Carol I...1892: 74). La presse française, dans sa grande majorité, se déclara favorable, de même que celle allemande et anglaise (Les mémoires de roi Carol I...1892: 75).

Le 28 juin 1866, le duc Gramont, l’ambassadeur de la France à Vienne, écrivait au consul français à Bucarest, D’Avril, que “les événements qui se passent en Allemagne et en Italie semblent venir à l’aide du prince de Hohenzollern” (ANIC, dos. 44/1866, f. 1).

Après la victoire de la Prusse contre l’Autriche, Ion Bălăceanu écrivait ultérieurement au prince Carol, de Paris: “La nouvelle des victoires de la Prusse est arrivée sur un fond qui s’est amélioré jour après jour. Je ne sais pas si la Turquie penserait jamais à mépriser les avertissements de la France et de l’Angleterre, mais je réponds qu’elle aurait dû renoncer à toute idée d’intervention, tout en apprenant la d’effaite de l’Autriche” (ANIC, dos. 44/1866, f. 17).

C’est ainsi que prenait fin la première partie de l’année 1866 et la confrontation entre la volonté des Roumains d’avoir un prince étranger et les pouvoirs garants. La France, même si, par sa politique officielle, ne soutiendra pas toujours les intérêts roumains, en se situant fréquemment sur des positions hostiles, encouragera en secret les actions des roumains. Napoléon III hésitera lui aussi en ce qui concerne le problème roumain, mais il accordera un appui décisif dans l’élection du prince étranger dans la personne de Carol de Hohenzollern. Toutefois, le mérite appartient aux Roumains, mettant encore une fois l’Europe devant le fait accompli.

4. La France et la reconnaissance de la monarchie constitutionnelle (juin - octobre 1866)

On s’est posé le problème de la reconnaissance du prince étranger immédiatement après le plébiscite du 3/15 avril 1866 (Iordache 19997: 94; Damean 2000: 74-75). La phase initiale du problème de cette reconnaissance coïncide avec la période avril - mars 1866. L’institution même du plébiscite avait signifié en réalité une confrontation avec les pouvoirs garants (Corivan 1984: 194). Les représentants des grands pouvoirs ont reçu des instructions de s’abstenir de toute démarche concernant la reconnaissance de Carol à Constantinople et surtout à Paris. De Constantinople, Al.G.Golescu écrivait au premier ministre le 20 avril/1er mars 1866 qu’il avait visité lui aussi Ali Paşa, le ministre extérieur, auxquels il avait exposé les considérations du gouvernement roumain concernant la reconnaissance du prince régnant élu par la nation, mais qu’il lui avait été impossible de le convaincre à quitter la position contraire (Iordache 1997: 94). Même s’il se trouvait dans une période de tension politique autant interne qu’externe, le gouvernement provisoire avait agi au temps respectif par l’intermédiaire des agents diplomatiques ayant la même orientation que le premier ministre Ion Ghica, à savoir les modérés libéraux Al.G.Golescu à Constantinople et Ion Bălăceanu à Paris. Simultanément, les libéraux radicaux agissaient eux aussi dans les coulisses de la diplomatie européenne, surtout par l’intermédiaire de Ion C.Brătianu, le promoteur des démarches dans l’Occident, qui sera envoyé à Düsseldorf le 20 avril/2 mars, pour urgerent le retour de Carol dans le pays (Corivan 1984: 197). Ion C. Brătianu enverra, le 21 avril/3 mars 1866, un télégramme à Ion Ghica, auquel il recommandait d’agir de manière ordonnée, ferme et de ne pas se laisser intimider ni de menaces, ni de sommations (Iordache, 1997: 95).

Dans cette phase, même si avec optimisme, la diplomatie des modérés avait agi avec la plus grande prudence. De Constantinople, Al.G.Golescu considérait que les chances du gouvernement roumain étaient favorables quand même, et de Paris, Ion Bălăceanu, toujours le 29 avril/11 mars, écrit qu’il craint le manque d’énergie de la part du gouvernement français et pour déterminer celui-ci à changer son attitude, il suggérait que Ion C.Brătianu soit rappelé à Bucarest et que l’on envoie à Paris les modérés L.Steege et Vasile Boerescu.
(Iordache 1997: 98). Simultanément avec la proclamation de Carol comme prince, à Bucarest le problème de sa reconnaissance et de celle de la réaction hostile de la Turquie entraînait dans une phase nouvelle.

Maintenant les menaces de la Porte interviennent aussi, celle-ci proteste le 5/17 mars, quand Savet Paşa lut pendant la séance de la Conférence de Paris un texte par lequel l’élection de Carol de Hohenzollern par l’Assemblée était considérée illégale et était vue comme une transgression des traités (Corivan 1984: 199).


Dans ce contexte, l’Empire ottoman se montrait cependant offensé du fait qu’il ne pouvait pas intervenir dans les Principautés sans l’accord des autres pouvoirs. Le 11/23 mars 1866, Ion Bălăceanu rapportant lui aussi qu’en France l’arrivée de Carol à Bucarest avait produit un effet intense et accru et que la Prusse et l’Italie n’étaient pas d’accord avec une intervention (Iordache 1997: 98).

À Constantinople, l’ambassadeur français Moustier a conseillé le gouvernement ottoman de renoncer à l’intervention, en déclarant aux dignitaires turques qu’“entrer dans les Principautés pourrait être honorable ou même fâcheux, mais serait-il aussi facile de sortir honorablement et de manière avantageuse?“ (Corivan 1984: 201). Il est évident que dans cette phase le problème de la reconnaissance du prince étranger imposait, tout d’abord, de calmer la Porte.


Ion Bălăceanu, l’agent diplomatique du gouvernement considérait cependant, le 27 mars 1866, que dans la personne de Drouyn de Lhuys les Roumains ont un ennemi irréconciliable. Mais celui-ci est impuissant devant son souverain, qui est bienveillant et s’oppose à toute intervention (Iordache 1997: 101).

Pour Ghica il n’a pas été difficile à observer l’hostilité et l’attitude réservées des cercles politiques de Vienne, mais à Berlin on lui a fait un accueil chaleureux, ce qui supposait non-officiellement la reconnaissance de Carol, Costaforu et Boerescu, après avoir accompli la mission à Petersbourg et à Berlin, sont allés à Paris, où ils ont été reçus en audience par Napoléon III, le 18/30 juin. Celui-ci leur a montré la plus grande bienveillance et leur a promis qu’il ferait de son mieux pour aider les Principautés Unies (Corivan 1984: 204). Le 21 juin/ 3 juillet 1866, Ion Bălăceanu sera reçu en audience par Napoléon III, ce qui signifiait une reconnaissance de principe de la part de la France de la nouvelle situation dans les Principautés Danubiennes. L’empereur lui promet de mettre en œuvre l’influence qu’il a à Constantinople pour que la Porte admette de reconnaître le prince Carol dans des conditions favorables (Les mémoires du roi Carol 1...: 79). Mais à Constantinople l’atmosphère n’était pas pareille (Iordache 1997: 102-104): ici il semble qu’à ce moment-là l’ambassadeur de la France, Moustier, n’entreprendrait rien.

En vue de détenir les relations roumaino-ottomanes et pour des négociations, au mois de juin, Ion Ghica, le premier ministre, est arrivé, qui bénéficiait de la confiance de la Porte aussi (Corivan 1984: 204; Damean 2000: 80-81). Maintenant le problème le plus important était une entente avec la Porte (Iordache 1997: 105). Dans les conditions donnés, le soutien pour la Roumanie ne pouvant venir que toujours de la part de la France. Ion Bălăceanu écrivait de Paris au prince régnant Carol I° que l’empereur appréciait que la Roumanie ne pourrait pas se défendre seule à cause du manque d’argent et d’armement et que le souverain l’avait autorisé d’assurer le prince d’une amitié sincère et de sympathie (Iordache 1997: 108).

La France s’engageait évidemment à s’assurer, elle, la résolution de la reconnaissance du prince Carol. Ainsi, D’Avril communiquait à Drouyn de Lhuys, le 13/25 juin 1866, que, conformément aux instructions reçues de Paris, il avait conseillé aux Roumains à conclure un arrangement commun avec la Porte.
Mais, dans ce cas, il était nécessaire que la France agisse sur les Turcs, pour qu’ils ne puissent pas humilier le nouveau gouvernement roumain ou donner prétexte à une nouvelle intervention brusque de la Russie (ANIC, film 12, vol. 28, c. 188).


Plus tard, Ion Bălăceanu écrivait au prince régnant Carol Ier, le 13/25 juin 1866, qu’il venait de rencontrer Drouyn de Luys, qui avait des nouvelles de Constantinople et l’avait informé que le sultan était extrêmement désireux de résoudre paisiblement le différend turco-roumain (Iordache 1997: 110). La situation avait donc certainement changé, entre temps, et le mérite appartenait en totalité à la France. Les détails de cette évolution, qui mettait la France en tête des pouvoirs disposés à aider à la reconnaissance de Carol ne sont, bien sûr, dépourvues d’importance. Intervenant aussi, entre temps, toujours dû à la France, comme ou à établi, la décision de la conférence de Paris que la Porte traite directement avec les Principautés, à partir de juin 1866, la question de la reconnaissance du prince Carol entrait dans une phrase nouvelle, finale.


La France n’utilisera plus, comme autrefois, dans “l’affaire des Principautés”, pour point de départ l’attitude de soutien de l’avis des Roumains face aux prétentions de la Porte Ottomane. La France ne voulait plus être confronté à certains problèmes à Constantinople et les Roumains, avec Carol, devaient donc faire des concessions pour que les intérêts de Napoléon III ne soient pas affectés. Et, à côté de l’empereur, il y avait aussi la diplomatie française, représentée par Moustier, qui semble avoir eu, jusqu’en automne 1866, une attitude hostile et suspèce. Par conséquent, en 1866, on ne peut pas parler d’un soutien ferme de la France, “même si le règne de Carol Ier venait de Napoléon” (Iorga 1991: 35).

Partant de ces réalités, il est à comprendre que les négociations de Constantinople (Riker 2000: 530-531; Hitchins 1996: 31) se dérouleront sans le signe de la réserve de la France et les exigences de la cour suzeraïne. Vers un arrangement direct avec la Porte le gouvernement de Bucarest paraissait être poussé presque malgré lui, dans les plans des hommes politiques roumains étant poursuivi non pas tellement la négociation, mais surtout la reconnaissance internationale de ce qu’ils avaient accompli. À la Porte, Ion Ghica, armé seulement d’instructions générales de la part de son gouvernement (Civetin 1988: 95), trouvera les dignitaires ottomans animés d’intentions généralement hostiles à l’État roumain. Et les chances paraissaient être de leur côté. Aali Paşa rencontrant en Ion Ghica l’homme prédisposé à des concessions favorables à la Porte jusqu’à ce qu’il attire la suspicion à l’égard de la correction de son comportement à un moment où il représentait les intérêts fondamentaux de l’État roumain (Rusu 2001: 159-163; Chiriță 1978: 2217).

Le projet ottoman, accepté par lui, sera fait déjà connu rejeté sans aucune hésitation par le gouvernement Lascăr Catargiu et par le prince régnant Carol. Dans le contreprojet roumain (Les mémoires de roi Carol I... 1992: 85-89) seront ensuite appréciées comme totalement dépourvues de fondement les prétentions de la Porte, en faisant référence à une série d’aspects essentiels, premièrement concernant la considération de l’État roumain comme partie intégrante de l’Empire Ottoman, mais aussi à l’obtention d’un engagement formel de la part du prince régnant (dont on ne connaissait pas l’héritéité) au sens où celui-ci n’attaquera “jamais les liens de vassalité qui... unissent les Principautés avec l’Empire Ottoman”, au respect de l’effectif de l’armée établi par la convention de 1858; à l’interdiction de l’entretien par l’État roumain de “relations officielles avec les autres pouvoirs”; à l’acceptation d’un consul ottoman à Bucarest; à la censure et à la visite immédiate du prince régnant à Constantinople, où il allait être investi, etc. Pour ce qui est de l’article 14° (le dernier) du projet ottoman, qui précisait que “touts actes contraire aux dispositions mentionnées sera
considéré une violation de l’engagement pris et rendra à la cour suzeraine toute la liberté d’agir, pour prendre toute mesure qu’elle considérera nécessaire pour sauver ses droits”, celui-ci non seulement sera sérieusement amendé par le contreprojet roumain, mais générer des prises d’attitude même de la part de l’Angleterre et de la France, qui attireront l’attention de la Porte que ses intentions de négliger les délibérations antérieures des pouvoirs garants équivaldraient, ni plus, ni moins, à l’éludation du traité de Paris (Cliveti 1988: 96).

D’ailleur, le prince régnant Carol Iᵉʳ, qui avait envoyé à Ion Bâlaceanu les 14 conditions apportées par Ion Ghica de Constantinople, recommandait à l’agent diplomatique de Paris de consulter les autorités françaises et de solliciter à celles-ci l’opinion sur les conditions posées par la Porte (Iordache 1997: 114).


Après l’obtention, par le prince régnant roumain — à la menace de consulter les représentants de la nation (Cliveti 1988: 97) — du fait de compléter, dans sa réponse, l’expression “partie intégrante” avec les mots “dans les limites fixées par les capitulations et le traité de Paris” (Riker 2000: 535), on a finalement pu arriver aussi à l’arrangement qui avait précédé sa visite à Constantinople. Mais il s’agira seulement d’un arrangement pro forma, parce que le procédé proposé par Moustier permettra à chacune des deux parties de rester fidèle à sa manière d’envisager les choses (Cliveti 1988: 97; Riker 2000: 532-535).

En liaison avec cette phase des contacts roumaino-ottomans, la correspondance diplomatique française peut encore nous offrir des informations précieuses. Le 4 août, Drouyn de Lhuys s’intéressait, par exemple, à D’Avril sur le contreprojet de Bucarest et l’opinion du ministre français était de garder quand même un esprit de conciliation. Il priait D’Avril de s’informer attentivement, surtout dans le cas des problèmes épineux; le nom “Roumanie”, la visite de Carol, la transmission héritédienne du trône, la suppression du droit de la Turquie d’avoir un agent spécial à Bucarest, la hausse du tribut. D’Avril était chargé de demander au prince Carol la retraite de ce contreprojet d’arrangement avec la Turquie, en consentant à quelques modifications (ANIC, film 12, vol. 28, c. 293-297).


En faisant référence à la lettre de réponse du prince Carol aux conditions posées par le premier ministre (Les mémoires du roi Carol I… 1992: 125-127), on rappelle, d’ailleurs, que celle sera considérée par les hommes politiques roumains dépourvue de toute valeur, puisqu’elle n’avait pas été contresignée par le ministre de ressort; le fait était conforme avec les prévisions de la constitution, à laquelle on fera appel pour argumenter la conduite ultérieure de la politique roumaine (Boicu, Platon, Cristian 1980: 217).

L’accueil a été chaleureux et l’on a accepté au prince trois audiences chez le sultan, qui lui offrit personnellement un sabre aux diamants. Le même jour, D’Avril communiquait à Drouyn de Lhuys le cas des consulats étrangers à Bucarest, qui étaient allés en uniforme d’ambassadeur en audience chez le prince régnant (ANIC, film 13, vol. 29, c. 89-90).

Le 9/21 octobre 1866, D’Avril communiquait aussi au ministre extérieur français le succès du marquis de Moustier dans la question d’établir un agent turc à Bucarest, cette clause étant éloignée. C’est toujours maintenant qu’il se rappelle qu’il avait suggéré au prince régnant Carol de demander la substitution de la phrase “qui constituent partie intégrante de l’Empire ottoman” avec une autre, dans le sens suivant: “dans les limites fixées par capitulations et les traités de Paris” (ANIC, film 13, vol. 29, c. 92; Damean 2000: 92).

ABSTRACT

The year 1866 is an instrumental one in understanding the international relations during the XIXth century. Prussia’s victory over Austria as well as Italy’s additional step toward state union, were all very significant events but any general view on the European politics would not be complete without mentioning the significant of the events concerning Romania. These started with the prince Al.I. Cuza’s ouster from power and ended with the general recognition of the foreign prince Carol of Hohenzollern on Romania’s throne. Although during the 1866 officially France vacillated in the question of Romanian state union and concerning the question of the foreign prince, Paris did however payed attention and secretly encouraged all the chances and possible solutions favouring the Romanian political interests to confront the other European powers once again with a «fait accompli».

BIBLIOGRAPHIE

- Bossy R.V., 1931. Agenția diplomatică a României în Paris și legăturile politice franco-române sub Cuza Vodă (L’agence diplomatique de la Roumanie à Paris et les relations politiques franco-roumaines sous Cuza), București.
- Berindei D., 1992. Societatea românăscă în vremea lui Carol I (La société roumaine au temps de Carol I’), Ed. Militară, București.

Corivan N., 1984. Relațiile diplomatice ale României de la 1859 la 1877 (Les relations diplomatiques de la Roumanie de 1859 à 1877), Ed. Științifică și Enciclopedică, București.


Iorga N., 1991. Politica externă a regelui Carol I (La politique extérieure du roi Carol I), Ed. Glycon, București.


Platon Gh., 1995. Istoria modernă a României (L’histoire moderne de la Roumanie), Ed. Didactică și
Pedagogică, București.


Regele Carol I al României. Cuvântări și scrisori, 1909 (Le roi Carol I de la Roumanie. Allocutions et lettres), tome I, 1866-1877, Editura Carol Gobîl, București.


Turlucu C., 1998. Memoria socială și momentul 11 februarie în istoria modernă a României (La mémoire sociale et le moment 11 février dans l’histoire moderne de la Roumanie), in “Xenopoliana”, XVI, Iași, no. 3-4.


** *, ANIC, București, microfilmes France. MAE, AD, CPC, Turquie-București, film 12, vol. 27; film 12, vol. 28; film 13, vol. 29

* * *, ANIC, București, fond de la Maison Royale, dos. 44/1866